

L'industrie pharmaceutique en Russie

Фармацевтический бизнес в России

Espoirs et déboires de l'industrie pharmaceutique russe

Pharma Bio, Sanofi, Astra Zeneca, Novartis... Russes, français, anglo-suédois ou suisses, les poids lourds de l'industrie pharmaceutique présents sur le territoire de la Fédération sont d'accord sur un point au moins : la Russie est un marché clé. Avec une croissance avoisinant les 20 %, le secteur pharmaceutique russe fait saliver les sociétés internationales, dont le discours convenu est à la mesure d'enjeux financiers colossaux.

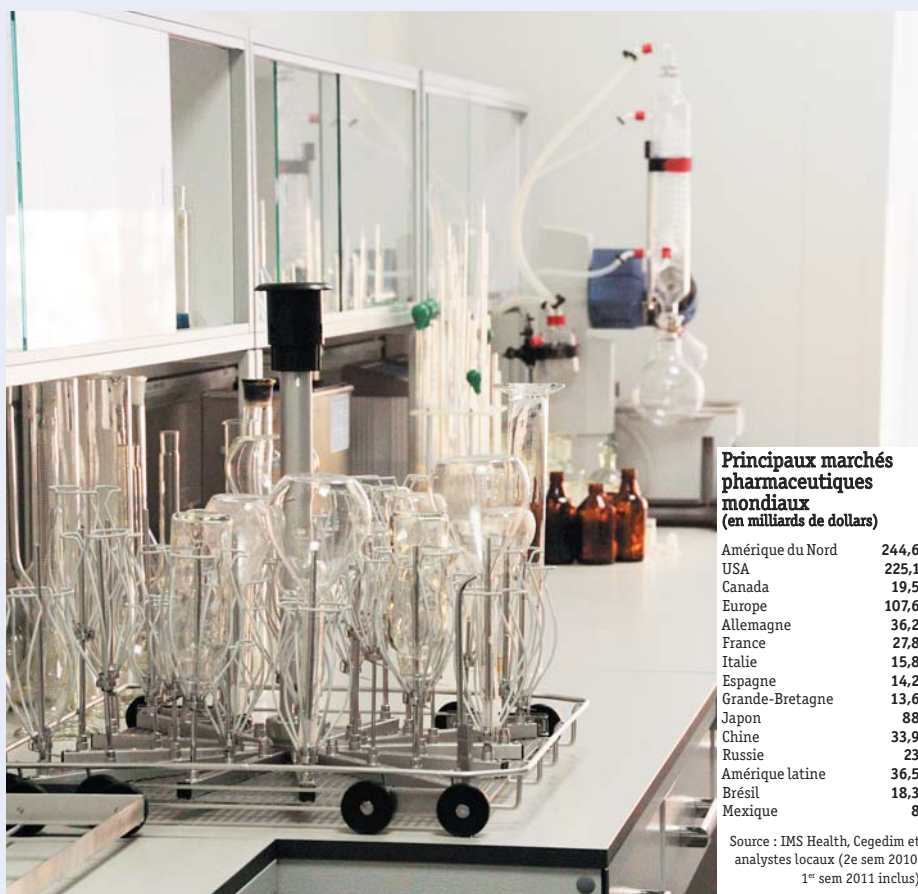
Pour se faire bien voir en Russie, le français Sanofi ne ménage pas ses efforts. A l'instar de sa directrice de communication, Tatiana Galkova, qui s'empresse d'énumérer toutes les initiatives sociales du groupe dans la Fédération — elles sont louables et nombreuses. S'il est difficile de critiquer tant de bonne volonté, on en arrive à se demander si les industriels pharmaceutiques étrangers ont quelque chose à se faire pardonner ou si l'occasion est décidément trop belle pour risquer de la manquer : le gâteau à se partager en Russie atteint 18 milliards de dollars, selon Cegedim Strategic Data, spécialiste français de marketing pharmaceutique implanté à Moscou.

Mettons-nous à leur place : le marché pharmaceutique russe est un marché émergent, plein de promesses, quand en Europe ou aux États-Unis, la croissance de ce secteur stagne. Résumant la situation, David Melik-Gussenov, directeur de Cegedim Strategic Data, indique que « le marché russe se développe par petits bonds et, d'un trimestre à l'autre, la dynamique de la hausse des volumes varie. Il y a des trimestres avec 20-25 % de croissance, d'autres où ça baisse. Cela est dû au fait que le marché pharmaceutique russe est un marché de saison : en hiver, par exemple, les ventes augmentent. » Ce qui ne doit pas faire oublier que les Russes ne se soignent, jusqu'à présent, qu'« en cas d'urgence », souligne le consultant. Lequel ajoute que « la prévention n'a pas, en Russie, la popularité qu'elle peut avoir en France. » Reste que la Russie fait partie des dix plus grands marchés pharmaceutiques mondiaux.

Un plan Pharma 2020 peu réaliste

Les parts de marché détenues aujourd'hui par les industriels russes sont faibles. 80 % des médicaments sont en effet importés sur le sol fédéral, même si 65 % des boîtes de médicaments vendues en Russie y sont produites, précise David Melik-Gussenov. « Il est relativement difficile de séparer clairement sociétés russes et sociétés étrangères, reprend ce dernier, car certains groupes internationaux ont des usines sur place. » Les génériques* continuent de dominer le marché, ne laissant place qu'à 20 % de médicaments innovants. Contrer la production étrangère en fabriquant davantage de médicaments innovants en Russie : c'est le programme que s'est fixé le gouvernement avec le plan Pharma 2020, qui détaille les objectifs et stratégies du secteur pharmaceutique russe à l'horizon 2020. Mais l'initiative ne convainc pas tout le monde.

« Je ne vois pas comment le plan gouvernemental pourra être réalisé d'ici neuf ans », assène Vladislav Deigin, directeur général de Pharma Bio, une entité de recherche et développement créée par Skolkovo** cette année et dont les ventes commenceront après enregistrement de leurs médicaments innovants. Le plan prévoit notamment d'amener de 20 à 50 % la part de médicaments fabriqués en Russie. Mais aussi de multiplier par dix la part



Principaux marchés pharmaceutiques mondiaux (en milliards de dollars)

Amérique du Nord	244,6
USA	225,1
Canada	19,5
Europe	107,6
Allemagne	36,2
France	27,8
Italie	15,8
Espagne	14,2
Grande-Bretagne	13,6
Japon	8,8
Chine	33,9
Russie	23
Amérique latine	36,5
Brésil	18,3
Mexique	8

Source : IMS Health, Cegedim et analystes locaux (2e sem 2010-1er sem 2011 inclus)

de médicaments innovants — censée atteindre les 50 % — et par huit la part de la production destinée à l'exportation, aujourd'hui infime. Pour ce faire, le gouvernement prévoit une enveloppe de 122 milliards de roubles, plus 65 milliards hors-budget.

Besoin de partenaires internationaux

Concernant les industriels étrangers qu'il s'agirait de bouter hors de Russie, Vladislav Deigin est d'avis qu'il faut collaborer avec eux. « Tous ces partenariats avec l'étranger sont une très bonne chose, insiste-t-il. Plus vous avez d'experts internationaux, meilleure est la qualité de la production finale. Car ces gens arrivent avec de l'argent et des savoirs. » Pharma Bio est d'ailleurs partenaire d'une entreprise canadienne.

Cependant, pour Deigin, l'investisseur le plus sûr reste l'État. « Il y a là de l'argent, affirme ce chercheur qui a jadis oeuvré au ministère de la Santé. La Russie n'est pas un mendiant à la main tendue. Ses ressources sont colossales, financières y compris. Mais la priorité doit être l'innovation : tout dépend désormais de la volonté de l'État et de notre président. » En attendant, Pharma Bio fait figure de bon élève. Le groupe concentre ses efforts sur l'étude des peptides, ces « petits bouts de protéines », simplifie le docteur Deigin. « Toute ma vie, j'ai étudié les peptides, confie le directeur de Pharma Bio et, au cours des vingt-cinq dernières années, nous avons mis nos recherches en pratique. L'idée est de comprendre les

fonctions des peptides, une science très jeune, dont l'ère a débuté en 1957 avec l'attribution du Prix Nobel à Vincent Du Vigneaud (1901-1978) pour ses recherches en la matière. »

Question innovation, Sanofi aussi se veut à la pointe. En entreprise diversifiée, la société recense des départements dédiés aux médicaments délivrés sous ordonnance, sans ordonnance, aux vaccins, aux génériques, aux médicaments vétérinaires ou encore au soin des maladies rares. Pharma 2020 ? « C'est un excellent programme. Nous serions ravis qu'il se réalise. » La directrice de la communication de Sanofi ne dit pas si ces objectifs sont réalistes. « En établissant une production en Russie, nous œuvrons dans le même sens que l'État et contribuons à développer l'industrie pharmaceutique nationale, assure-t-elle pourtant. » La contribution passe aussi par la formation des cadres : 130 personnes ont été formées à Francfort pour l'équipement.

Quid des difficultés que rencontre un industriel pharmaceutique étranger en Russie ? Apparemment, il n'y en a pas. « Nous travaillons ici depuis longtemps, nous explique-t-on.

Nous connaissons les normes, elles ne sont pas si différentes de celles en vigueur partout ailleurs. » L'industrie pharmaceutique est, de toute façon, l'une des plus réglementées. « Dans le monde entier, on assiste à un renforcement des contrôles. » Mieux, Sanofi se déclare « heureux de constater un durcissement de la législation. Car, en matière de santé, il faut une industrie réglementée et transparente. »

La mode des clusters

Si la production locale est la priorité du gouvernement, personne ne boude le savoir-faire des entreprises étrangères pour mener ce projet à bien. La mode est d'ailleurs à la construction de clusters*** un peu partout en Russie. Comme à Saint-Petersbourg, où l'administration locale a proposé en 2007 aux sociétés pharmaceutiques et aux universités de s'implanter dans la région. C'est le suisse Novartis, leader des ventes en Russie (voir encadré), qui a emporté le projet. Dans les cinq ans à venir, l'industriel a décidé de déployer un programme d'investissement à hauteur de 100 millions de dollars en Russie. Moins frileux que les représentants de Sanofi à propos du plan Pharma 2020, Sergey Zverev, chargé des affaires extérieures de Novartis, reconnaît pourtant que les objectifs gouvernementaux seront difficiles à atteindre, « surtout en ce qui concerne le développement de l'innovation. Et même si l'on y parvient, il ne faut pas perdre de vue la qualité de la production. » Et le chargé des relations extérieures de Novartis de conclure : « La Russie représente un marché prioritaire. C'est pourquoi nous faisons des efforts et acceptons les règles du jeu. »

Kalouga est le fief de l'usine d'Astra Zeneca. À en juger par la préparation minutieuse des réponses qu'il fournit, le groupe anglo-suédois mise très gros. Son discours fait naturellement grand éloge de l'administration de Kalouga pour commencer, du plan Pharma 2020 ensuite. Même s'il est « difficile » de commenter les pronostics du gouvernement, chez Astra Zeneca, on « partage en tout cas entièrement les objectifs du programme, qui sont d'assurer les quantités nécessaires de médicaments aux Russes et de permettre l'accès de la population aux médicaments innovants », résume le directeur général du groupe en Russie, Yury Mochalin. En effet, pour l'entreprise internationale, l'enjeu est de taille : dans les cinq ans à venir, la part des marchés émergents doit lui assurer une croissance de 70 %. Sur la même période, le groupe prévoit d'investir près d'un milliard de dollars pour le seul marché russe.

Sur la question du remboursement des médicaments, tous les industriels du secteur, russes ou non, l'espèrent et font semblant d'y croire. David Melik-Gussenov de Cegedim est quant à lui plus que sceptique : même si le gouvernement a bien évoqué la possibilité d'une réforme dans ce sens, « cette initiative est assez dangereuse d'un point de vue politique et difficilement réalisable. Il faudrait un président suicidaire... »

Caroline Gaujard-Larson

*Médicament dont le brevet est tombé dans le domaine public et dont tout fabricant peut reprendre le principe actif.

**Le centre de recherche et développement Skolkovo est un parc technologique en construction dans la ville dont il tire son nom (au sud de Moscou). Le site doit être doté de bâtiments ultra modernes qui seront investis par des sociétés scientifiques et technologiques.

***Un cluster est un réseau constitué d'entreprises, d'usines, d'universités (etc.) relevant souvent d'une même filière industrielle ou technique.



Retrouvez cet article dans sa version intégrale sur notre site www.lecourrierde-russie.com

C/M/S/

Law . Tax

**ЭКСПЕРТЫ В СФЕРЕ
 ФАРМАЦЕВТИКИ**

Мы работаем с более чем **100** компаниями отрасли, включая **16** из **топ-20** фармацевтических компаний и **8** из **топ-10** производителей изделий медицинского назначения (ИМН).

- Знание российского и международного рынков
- Полный спектр предоставляемых услуг
- Значимый опыт, признанный клиентами
- Специализированная группа по фармацевтике и биотехнологиям

Ключевой контакт в России:
Всеволод Тюпа | vsevolod.tyupa@cmslegal.ru

CMS, Россия
 Гоголевский бульвар, 11, 119019 Москва,
 Т +7 495 786 4000

www.cmslegal.ru

Pharm-Sintez : Voyage dans une éprouvette russe

« Prendre des risques ! » : tel est le credo de l'entreprise pharmaceutique russe Pharm-Sintez, qui a fait le pari gagnant de l'innovation.

À tous les sceptiques — et ils sont nombreux — qui doutent de la capacité de la Russie à s'approprier son marché pharmaceutique dans les dix ans à venir (seuls 20 % des médicaments vendus aujourd'hui en Russie sont produits par des entreprises nationales), le patron de Pharm-Sintez oppose un inébranlable optimisme. Certes, « la Russie était dépendante de l'importation dans les années 1990 et elle le demeure. Mais nous avons décidé de relancer l'industrie nationale, explique Timofey Petrov. Les objectifs du plan gouvernemental Pharma 2020 sont tout à fait réalisables. »

Parmi ces objectifs, moqués par beaucoup, l'augmentation de la production locale — censée idéalement passer de 20 à 50 % — est une conception relativement équivoque. La notion de « fabrication locale » peut en effet s'appliquer tout autant à la production, sur le territoire, des sociétés pharmaceutiques exclusivement russes, qu'à l'ensemble des produits fabriqués sur le sol russe, impliquant ceux des groupes internationaux implantés. Il semble que le plan gouvernemental recouvre plutôt la deuxième variante, sans quoi les 50 % de médicaments locaux en 2020 ressemblent fort à un doux mirage.

Des génériques aux médicaments innovants

Créée en 1997, la société moscovite Pharm-Sintez semble aujourd'hui avoir les moyens de ses ambitions. La recette qui a fait son succès est simple : « produire dans un premier temps des médicaments génériques haute technologie afin d'accéder au marché », pour ensuite se concentrer sur une production plus innovante et « bien plus risquée. » Mais les risques laissent aussi présager de plus gros profits en cas de résultats satisfaisants. À l'heure actuelle, Pharm-Sintez fabrique deux médicaments innovants sur ses dix produits enregistrés. Et ces médicaments du futur devraient se multiplier au cours des années à venir, vu les avancées scientifiques dont peuvent se targuer les laboratoires du groupe. La société pharmaceutique collabore avec deux usines de fabrication, l'une située à Vyshny Volochek, dans l'oblast de Tver (DEKO) et l'autre à Moscou (DIAMED). Sa propre usine est en cours de construction à Borovsk (oblast de Kalouga).

« Nous prévoyons de doubler notre portefeuille de médicaments d'ici trois ou quatre

ans, précise le directeur général. Cinq nouveaux médicaments sont déjà en passe d'être enregistrés et devraient entrer sur le marché en 2012. Plus douze autres projets... » Oncologie, chirurgie, gastroentérologie, gynécologie, urologie oncologique, endocrinologie, réanimation, diagnostics radionucléides : autant de domaines thérapeutiques dans lesquels Pharm-Sintez se spécialise. Un tel arsenal est indispensable pour s'attaquer au marché mondial, Europe occidentale et États-Unis en tête. Le groupe affiche déjà un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de roubles par an (marchés russe, ukrainien, biélorusse, ouzbek et kazakh compris) pour un effectif de 230 employés. Les médicaments estampillés Pharm-Sintez sont disponibles via l'ensemble des distributeurs nationaux. Pour certains de leurs médicaments, comme Oktreotid ou Buserelin, leur part de marché frôle les 70 % en Russie (source : *Pharmexpert*, 2011).

Sur tous les fronts

Pharm-Sintez est ouverte aux partenariats internationaux et « travaille avec des bases cliniques en Russie et à l'étranger. Nous sommes la seule société russe à élaborer certains de nos médicaments aux États-Unis », explique Timofey Petrov. Avant d'ajouter que « des partenariats avec l'Espagne, la Slovaquie, la Pologne et l'Islande sont à l'étude. » Concernant les propositions indienne et chinoise, en revanche, Pharm-Sintez reste prudente. « Ces dernières années, les Chinois ont prouvé leur habileté à reproduire les technologies très rapidement. Si nous entrons sur leur marché avec des médicaments innovants, le risque de les perdre est important. Et puis, exporter nos produits en Chine n'aurait pas réellement de sens. D'abord, nous n'avons pas les moyens d'être concurrentiels : le coût de production chinois est infiniment moins élevé qu'ailleurs. Et puis il s'agit de cultures qui préfèrent la médecine traditionnelle et autres recettes ancestrales. »

Courbettes de circonstances ou reconnaissance sincère, Pharm-Sintez se dit en tout cas très satisfaite du soutien de l'État, notamment en termes d'avantages fiscaux et approuve les grandes espérances du gouvernement incarnées par le plan Pharma 2020. « En tant qu'entreprise russe, nous soutenons totalement l'initiative, conclut Timofey Petrov. Et nous y participons activement. »

Caroline Gaujard-Larson

Expert



Timofey Petrov,
 directeur général de
 Pharm-Sintez



Les objectifs du plan gouvernemental Pharma 2020 sont tout à fait réalisables.



En tant qu'entreprise russe, nous soutenons totalement Pharma 2020. Et nous y participons activement.

TOP 10 des sociétés pharmaceutiques en Russie au 1er semestre 2011 (d'après le volume des ventes de médicaments au détail)

Classement		Société	Part de marché, %		Accroissement des ventes, %	
1 ^{er} sem 2011	1 ^{er} sem 2010		1 ^{er} sem 2011	1 ^{er} sem 2010	USD	RUB
1	1	Novartis	6,5	5,9	26	20
2	2	Sanofi-Aventis	5,2	5,2	15	9
3	3	Pharmstandard	5,1	5,0	17	12
4	5	Bayer Healthcare	3,7	3,8	12	6
5	4	Berlin-Chelie/Menarini	3,6	3,9	6	1
6	6	Gedeon Richter	3,2	3,3	12	7
7	8	Servier	2,7	2,8	11	5
8	9	Nycomed	2,7	2,6	21	15
9	7	Teva Pharmaceutical Industries Ltd	2,7	2,9	6	1
10	11	Abbott Products	2,6	2,1	44	37

Contrefaçon de médicaments en Russie : un vrai-faux problème

À en juger par les données officielles, les médicaments contrefaits ne courraient pas les officines russes. Renseignements pris auprès de producteurs locaux, la contrefaçon est certes une réalité mais n'est pas la première de leurs préoccupations. Le renforcement étatique du système de contrôle n'est pas pour inverser la tendance.

Les acteurs de l'industrie pharmaceutique sont formels : la contrefaçon de médicaments est moins problématique que d'aucuns l'affirment. Est-ce à dire que les producteurs n'ont rien à craindre pour leur progéniture et que les consommateurs peuvent avaler la pilule les yeux fermés ? Pour aborder la question des médicaments contrefaits en Russie, une distinction préalable s'impose. L'expression fourre-tout de « contrefaçon pharmaceutique » recouvre le plus souvent trois catégories principales. Contrefaçon il y a, tout d'abord, en cas de violation de la propriété intellectuelle. Mais aussi — et ce sont les situations les plus fréquentes — en cas d'imitation ou bien de violation des normes technologiques.

D'après une étude de IMS Health, cabinet de conseil international pour les entreprises du médicament, les cas de violation de la propriété intellectuelle sont, en Russie, quasi inexistantes. Ivan Glushkov, chargé de développement chez Stada pour la CEI — ce groupe pharmaceutique allemand implanté en Russie via la société Nizhpharm, créée en 1919 et avec qui il a fusionné en 2005 — ne recense qu'un délit du genre : l'affaire mettait en cause la société Ferein qui a fauté voilà trois ans et a été depuis contrainte de mettre la clé sous la porte. D'après Glushkov : « Voler la propriété intellectuelle est une activité onéreuse et très complexe. Les autres formes de contrefaçon sont bien plus fréquentes. Pour nous, producteurs, les plus grands défis sont liés aux deux autres types de contrefaçon. »

0,035 % de médicaments contrefaits en Russie

D'après les chiffres officiels fournis par le ministère de la Santé, sur les 10 milliards d'unités pro-

duites par l'industrie pharmaceutique en Russie aujourd'hui, 0,035 % sont étiquetées contrefaçon et retirées du marché, contre 0,2 % en Asie et 0,01 % pour l'Union Européenne. Ces « faux » enregistrés sur le marché russe proviennent aux deux tiers de la production locale : pour le reste, il faut regarder du côté de l'importation. Plusieurs causes sont invoquées pour le retrait de ces médicaments qui se soustraient, volontairement ou non, aux normes gouvernementales (voir ci-contre). Si ces contrefaçons, dans leur écrasante majorité, ne s'avèrent pas dangereuses pour le consommateur, c'est pourtant le cas de 3 % de ces produits, à savoir ceux dont les quantités du principe actif sont inférieures ou supérieures à la norme, précise Ivan Glushkov. Dans de tels cas, « il peut y avoir danger de mort. »

Un réseau de contrôle de plus en plus dense

Toujours est-il que le système de contrôle se renforce sous l'impulsion de l'État, qui fait installer des laboratoires de contrôle un peu partout en région. Huit centres de contrôle répartis dans sept régions de la Fédération ont ainsi ouvert récemment. Des laboratoires mobiles, sortes de bus équipés pour l'analyse des médicaments, viennent compléter cet attirail. Et ce sans compter les 89 laboratoires de contrôle privés déjà opérationnels sur l'ensemble du territoire. Ivan Glushkov revient justement de Krasnoïarsk, qui a inauguré un nouveau centre de contrôle en septembre 2011. « Un centre conforme aux mesures GMP (Good manufacturing practices) », constate le responsable du développement de Stada CEI. 200 employés travaillent dans cette seule unité. « C'est énorme ! Cela équivaut au nombre d'employés d'une usine. »

Expert



Ivan Glushkov, chargé de développement de Stada CEI



Causes invoquées pour le retrait de médicaments contrefaits*

1. Non-conformité de l'aspect du médicament (41,3 %)
2. Défaut d'emballage (28,3 %)
3. Défaut de numérotation (10,7 %)
4. Non-conformité quantitative (2,8 %)
5. Défaut de masse (2,3 %)
6. Présence de particules mécaniques (1,6 %)
7. Non-conformité générale : faux médicaments (1,4 %)
8. Problème de pureté macrobiotique (0,7 %)
9. Vices divers (10,9 %)

* On trouve majoritairement, parmi les médicaments les plus souvent retirés du marché par les instances de contrôle, les formes liquides (58 %), les sachets, dragées ou tablettes (24 %), les formes molles (11,5 %) et les médicaments à composante naturelle (4 %).

Si le mot contrefaçon peut faire peur, il n'inquiète pas outre mesure Stada CEI, ou si peu. Comme quand en 2008, un producteur malveillant a tenté de distribuer un médicament contrefait sous couvert d'emballages qui ressemblaient comme deux gouttes d'eau à ceux de Nizhpharm. Hormis cet incident, « le principal problème, pour le producteur comme pour le consommateur, n'est pas la contrefaçon, mais l'absence de règlement garantissant un contrôle selon les normes GMP (soit un processus de contrôle continu à diverses étapes de la fabrication), assure Ivan Glushkov. Il y a certes toujours un contrôle des ingrédients au départ et un contrôle du produit fini. Mais cela ne suffit pas et on recense souvent divers défauts involontaires. » Si Stada affirme satisfaire à l'ensemble de ces exigences, ce n'est pas le cas de tous les fabricants. La profession a jusqu'à 2014 pour s'y soumettre de plein gré, date à partir de laquelle l'État rendra ces normes incontournables.

Si la contrefaçon n'est finalement pas le premier fléau pour l'industrie pharmaceutique, quel est-il ? « Avant de délivrer le certificat d'enregistrement de n'importe quel médicament, l'inspection contrôle votre dossier, explique Ivan Glushkov. Mais personne ne va vérifier les conditions dans lesquelles le médicament a été conçu, notamment pour ceux fabriqués hors de Russie. Les services d'inspection font confiance au dossier qui leur est présenté, même dans les cas où les conditions de fabrication sont peu fiables. De fait, de nombreux produits distribués sur le marché russe sont de qualité inférieure. Ce qui pose un problème de compétitivité : nous, producteurs nationaux de bonne foi, nous retrouvons en concurrence avec des médicaments soi disant bons mais, en réalité, moins efficaces que les nôtres. »

Caroline Gaujard-Larson

Pharmacies : se diversifier pour faire passer la pilule

Face aux conséquences d'une crise qui n'en finit pas de se répercuter sur le marché russe, les officines sont contraintes de faire preuve d'imagination et d'une grande flexibilité pour rester compétitives.

Déjà 50 000 en 2011 et bientôt beaucoup plus. Le nombre de pharmacies établies en Russie ne cesse de croître, attirant une concurrence déjà accrue. Grandes chaînes ou frêles entreprises indépendantes, toutes redoublent d'efforts pour s'imposer dans le paysage encore inachevé de la vente de médicaments au détail.

Avec ses 655 pharmacies en Fédération de Russie au premier trimestre 2011, la chaîne Rigla — qui partage le podium local (voir top 10 en encadré) avec les enseignes 36,6 et A5 avec 2,48 % de parts de marché et 12,007 millions de roubles de chiffre d'affaires l'année dernière — ne se repose pas sur ses lauriers. Malgré sa structure imposante, cette filiale du géant russe de la distribution Protek s'efforce de multiplier les points de vente (cent de plus à l'horizon 2012) pour consolider ses affaires, car, « plus nos points de vente seront nombreux, plus nous intéresserons les distributeurs. » Vieille d'une décennie seulement, Rigla a récemment ajouté une corde à son arc : le pendant low-cost de sa pharmacie traditionnelle, j'ai nommé l'enseigne Budt' Zdorov, affichée par 77 des 655 pharmacies du groupe.

« Nous cherchons à satisfaire l'ensemble des besoins des consommateurs. Les gens se soucient des prix, y compris en matière de médicaments », explique-t-on chez Rigla. Le groupe est aujourd'hui présent dans 26 régions russes, mais aussi en Ukraine. « Avec la crise, beaucoup d'enseignes du top 10 ont décidé de créer leur propre marque, poursuit le représentant du groupe. C'est une façon d'augmenter ses revenus, car les marges de vente sont beaucoup plus importantes. » 150 produits de parapharmacie portent actuellement le sceau de Rigla, ils seront 350 à la fin de l'année.

« Au bord de la faillite »

Si les grandes chaînes s'en sortent plutôt bien, « beaucoup de pharmacies sont aujourd'hui au bord de la faillite, constate Alexandre Kuzin, directeur commercial de Rigla. En particulier les petites chaînes et les pharmacies indépendantes. » La faute aux impôts, assure-t-on, qui « ont considérablement augmenté avec la nouvelle législation fiscale de janvier 2011. » Et puis « les petites chaînes n'ont pas la possibilité de créer leurs propres produits. » De toute façon, « les consommateurs sont fidèles à leur marque ». Ce qui fait dire à Rigla que « tout le monde ne restera pas debout très longtemps. »

Depuis le décret de l'année dernière qui a contraint les pharmacies à réduire leurs marges sur les médicaments dits essentiels, ces dernières se rattrapent sur le reste, les médicaments « hors liste » n'étant plus assujettis à aucun seuil de majoration. Quant au remboursement des médicaments, évoqué un temps par le gouvernement, il s'agit d'« une initiative géniale, estime-t-on chez Rigla. On aimerait que la Russie s'engage sur cette voie, que les pays développés ont depuis longtemps adoptée. » Les conditions pour que l'initiative réussisse : « un système technologique solide et bien pensé. » De là à pouvoir prédire la date de mise en place d'une réforme « que tout le monde attend », ce « grand pas vers un système de santé civilisé »...

Un homme fort pour réformer le système de santé

Alexandre Kuzin se souvient que l'idée du remboursement a été soulevée courant 2009, à l'époque où le monde entier était en crise, avant

la Russie. « Depuis, personne n'en a reparlé. Aux difficultés économiques s'ajoute actuellement un autre facteur qui freine ce projet : il n'y a personne pour le porter. La dernière grande réforme de santé fut initiée par Zurabov, ministre en 2006 : elle concernait la monétisation des privilèges pour les personnes défavorisées. Aujourd'hui, ce monsieur est ambassadeur en Ukraine, sa carrière est finie ! Il manque un responsable politique charismatique pour prendre des risques et mener l'initiative à terme. Ce sera possible après les élections présidentielles de mars 2012. À deux conditions cependant : une meilleure santé économique du pays — ce qui est peu probable vu les cours actuels du pétrole — et un responsable politique capable de tenir tête à ceux qui seront nécessairement désavantagés par cette réforme. Car le remboursement impliquera inévitablement l'introduction de nouvelles taxes. »

Caroline Gaujard-Larson

Expert



Alexandre Kuzin, directeur commercial de Rigla

TOP 10 des chaînes de pharmacies en Russie selon leurs parts de marché

Chaîne de pharmacie	Points de vente	Part en %	
		1 ^{er} sem. 2011	1 ^{er} sem. 2010
Pharmacies 36,6	983	2,61	2,21
Rigla	650	2,48	2,07
Groupe A5	1226	2,02	1,55
Pharmkor	402	1,52	1,61
Implosia	677	1,27	1,39
Pharmimpex	272	1,22	0,96
Staryi lekar	272	0,96	0,96
Radouga	477	0,94	0,78
Samson-Pharma	19	0,82	0,74
Doctor Stolietov	394	0,76	0,79

Source : Pharmapact (2011)

